



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Edition spéciale

***34^{ème} Conseil des Ministres de la Commission de l'Océan
Indien, Seychelles du 6-7 mars 2020***

*Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources
dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.*

1. COI et ses projets

1.1 34 -ème conseil des Ministres de la COI.....2

- La COI révisé l'accord de victoria
- Les Comores prennent le flambeau de la présidence de la COI
- Coopération régionale : Le recteur de la Réunion Vêlayoudom Marimoutou prochain secrétaire général de la COI
- Antananarivo accueille le Sommet des chefs d'Etat en juin
- Océan Indien : une nouvelle impulsion donnée à la COI
- Intégration régionale : la COI se penche sur son avenir
- Seychelles hands over presidency of the Indian Ocean Commission
- L'Union des Comores s'apprête à prendre la présidence de la COI
- Indian Ocean Commission – Visit by Jean-Baptiste Lemoyne (6-9 Mar. 2020)
- L'Inde, le Japon et l'ONU : Statut d'observateur à la COI
- Commission de l'océan Indien - Déplacement de Jean-Baptiste Lemoyne (6-9 mars 2020)
- India Approved as Observer of Indian Ocean Commission
- India admitted as fifth observer to Indian Ocean Commission
- 34ème Conseil des ministres de la COI : plusieurs mesures adoptés
- Coopération régionale : La Commission de l'Océan indien penche sur son avenir institutionnel en présence de Jean-Baptiste Lemoyne
- 34ème Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien Les Comores assument la présidence de la COI
- Une double succession annoncée à Mahé
- Commission de l'océan Indien – Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne
- Etc

À l'issue du 34^e Conseil des ministres de la COI qui s'est tenu le 06 mars dernier à Mahe aux Seychelles, l'organisation indiano-céanienne a adopté et signé l'accord de Victoria révisé. L'occasion aussi de procéder à la nomination d'un nouveau secrétaire général de qui va succéder au comorien Hamada Madi Boléro, dont le mandat arrive à terme au mois de juillet prochain.

Le 06 mars, le 34^e session du Conseil des ministres de la Commission de l'océan indien s'est tenue à Mahe, en République des Seychelles. Les membres du Conseil ont pris un ensemble de décisions touchant aux ambitions politiques et stratégiques, à la santé publique, à l'environnement et au climat ou encore à la sécurité maritime de la région. Il a notamment été l'occasion d'adopter et signer l'accord de Victoria révisé : texte fondateur de l'organisation revisité après 35 ans de coopération.

« Après 35 ans de coopération, il apparaissait nécessaire que nous révisions notre Accord général de coopération pour qu'il soit en phase avec les enjeux de notre temps comme avec la pratique de l'action de notre COI dont on attend beau-

COOPÉRATION :

La COI révisé l'accord de Victoria

coup et qui fait beaucoup. L'intérêt marqué par de nombreux Etats et organisations internationales témoigne de la crédibilité, du sérieux et du rayonnement de notre organisation régionale, et au-delà, de notre région du Sud-Ouest de l'océan Indien », déclare Vincent Mériton, vice-président de la République des Seychelles, ancien président du Conseil des ministres de la COI.

« Il est heureux que c'est ici, aux Seychelles, là où tout a commencé en 1984, que

nous donnions une nouvelle impulsion à la COI. Je crois fermement que la COI est l'instrument premier de notre devenir commun. Elle est une organisation régionale de proximité, la seule qui fait valoir les besoins spécifiques de nos îles face aux enjeux climatiques, économiques, sanitaires ou encore sécuritaires ».

Cet Accord de Victoria révisé définit la mission élargie de la COI, institue le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement qui devient donc un organe statutaire, crée le poste de Secrétaire général adjoint

ou encore prévoit l'organisation de conférences ministérielles thématiques / sectorielles, annoncer la tenue du prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement à Madagascar.

« Au regard des sujets abordés, le 34^e Conseil des ministres de la COI réaffirme le

rôle opérationnel, concret et diversifié de notre organisation et amplifie son rayonnement politique et sa portée stratégique. L'Accord de Victoria révisé donne une impulsion nouvelle à une COI qui attire des Etats et organisations internationales bien au-delà de nos rivages. C'est le signe de l'utilité concrète de notre organisation qui agit concrètement dans un large éventail de secteurs allant de la santé publique aux pêches, à la gestion des écosystèmes la sécurité maritime ou encore la culture » avance Hamada Madi.

Le 34^e conseil des ministres de la COI était l'occasion d'annoncer le prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI qui se tiendra à Antananarivo le 25 juin

prochain en marge du 60^e anniversaire de l'indépendance de Madagascar. C'était aussi l'occasion de nommer le nouveau secrétaire général de la COI en la personne de Vélayoudom Marimoutou, actuellement recteur de l'Académie de La Réunion; il prendra ses fonctions le 16 juillet 2020, en remplacement de Hamada Madi Boléro.

Également, la session devait convenir de la création d'un « Fonds du réseau SEGA One Health » ouvert à des contributions volontaires pour disposer de ressources pour la prévention et la riposte en matière de santé publique, prendre la mesure des actions en matière de santé (plan d'urgence coronavirus), sécurité maritime, pêche et énergies et confirmer l'intérêt d'une action ambitieuse et diversifiée dans le domaine et confirmer la signature prochaine de projets en matière de prévention des risques de catastrophe et de biodiversité.

« Après l'adoption de la Déclaration de Moroni d'août 2019 que je considère, après l'Accord de

Victoria, comme le 2^e acte institutionnel de référence de notre organisation, l'heure est à présent à l'action afin de traduire les visions en actes concrets et visibles sur

le terrain. Des programmes et projets de la COI dans les domaines de la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire, l'économie bleue, les énergies renouvelables, la lutte contre les changements climatiques et la paix, stabilité et gouvernance, notamment, permettent de répondre à des préoccupations partagées à l'échelle internationale, souligne Souef Mohamed El-Amine, le ministre des affaires étrangères de l'Union des Comores.

« L'épidémie inquiétante de Coronavirus, par exemple, éclaire d'un jour nouveau la pertinence de nos programmes et de la nécessité d'en assurer la pérennisation à l'image du projet régional Veille sanitaire », conclut-il.

Kamal Gamal

COOPÉRATION RÉGIONALE

Les Comores prennent le flambeau de la présidence de la COI

Le 34^e Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien s'est tenu le 06 mars dernier aux Seychelles. Et par cette occasion, les Comores ont pris le flambeau de la présidence de l'organisation et compte orienter son action dans plusieurs domaines dont la promotion d'actions en faveur des femmes et des jeunes de la région.

L'Union des Comores représentée par le ministre des affaires étrangères, Souef Mohamed El Amine s'est vu confier la présidence en exercice de la Commission de l'Océan Indien à l'issue d'une passation de pouvoir avec Vincent Meriton, le président

sortant. Le chef de la diplomatie comorienne a salué les actions concrètes et louables que la République des Seychelles a posées durant son mandat à la présidence de la COI. En effet, c'est au cours de cette présidence que les Etats membres ont été interpellés par le besoin de repenser l'avenir de la COI, en vue de son évolution institutionnelle. « Je voudrais rendre mes hommages amplement mérités à mon ami et homologue de la République des Seychelles, Vincent Meriton, pour le travail colossal effectué, couronné par la Déclaration de Moroni sur l'avenir de la COI, qui constitue, à n'en point douter, un texte fondateur pour les décennies à venir », avance

Souef Mohamed El Amine.

Assurant la présidence de la COI depuis le 06 mars dernier, l'Union des Comores va axer son action sur la mise en place de la nouvelle architecture institutionnelle de la COI, dans le but de parachever le processus d'évolution de la COI, le renforcement des échanges multiformes entre les universités des pays de la COI, la sécurité alimentaire et sanitaire, afin de doter notre sous-région d'un dispositif performant et adapté aux différentes menaces qui nous guettent en commençant par les plus urgents, la promotion et le développement de l'économie bleue, pour une exploitation et une gestion saine et raisonnée de notre

espace maritime et nos ressources halieutiques, la finalisation du processus d'accréditation au Fonds vert pour le climat et aux 9 piliers de l'Union européenne, en vue de réconforter et diversifier nos partenariats, la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace indianocéanique, comme atout majeur à l'intégration et aux échanges de différentes formes, la coopération parlementaire entre les Assemblées des pays membres de la COI et la promotion d'actions en faveur des femmes et des jeunes de notre région. « Sur ce dernier point, mon pays entend mettre en valeur la participation des Femmes et des jeunes, qui constituent une majorité

dans notre population et une force vive dans l'économie de nos pays respectifs et celle de la région toute entière », poursuit-il.

Souef M. El Amine promet de travailler de près avec le nouveau Secrétaire Général, figure emblématique de la culture, du savoir et du savoir faire, qui prendra ses fonctions le mois de juillet prochain, pour la mise en œuvre des projets et programmes. Le ministre comorien compte aussi travailler avec tout le monde, les représentants des pays membres, membres du Secrétariat général et partenaires au développement.

MY

Coopération régionale : Le recteur de la Réunion Vêlayoudom Marimoutou prochain secrétaire général de la COI



Cette nomination a été annoncée lors du 34ème Conseil des Ministres le 6 mars dernier aux Seychelles. Vêlayoudom Marimoutou prendra ses fonctions le 16 juillet prochain.

Sur proposition de la France lors du 34ème Conseil des Ministres de la COI, l'actuel recteur de la Réunion Vêlayoudom Marimoutou deviendra le prochain Secrétaire général de la COI (Commission de l'Océan indien). Il succédera au Comorien Hamada Madi qui a occupé ce poste depuis juillet 2016.

Le nouveau Secrétaire général de la COI aura pour missions pour ses quatre ans de mandat de mener à bien les décisions prises [lors de ce 34ème Conseil des Ministres, à savoir la modernisation institutionnelle de la COI](#), de formaliser l'entrée au sein de l'organisation les nouveaux membres observateurs (le Japon, l'Inde et l'ONU). Il devra mettre en place l'ensemble des décisions d'ordre opérationnelles comme la stratégie régionale sur la transition énergétique, des avancées en matière de sécurité maritime ou encore des projets annoncés en matière de réduction des risques naturels, climat, culture.

CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI Antananarivo accueille le Sommet des chefs d'Etat en juin



Les ministres et observateurs participants au Conseil de la COI.

Le 34^{ème} Conseil des ministres de la COI a été marquant à plus d'un titre. En effet, les membres du Conseil des ministres ont pris un ensemble de décisions touchant aux ambitions politiques et stratégiques, à la santé publique, à l'environnement et au climat ou encore à la sécurité maritime dans les pays membres de la Commission de l'océan Indien. Parmi les décisions importantes prises par la réunion figure l'annonce de la tenue du prochain Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI le 25 juin prochain à Antananarivo. Et ce, en marge de la célébration du 60^{ème} anniversaire de l'indépendance de Madagascar. Pour dire que l'accueil d'un événement important pour Madagascar en tant que pays membre de la COI signifie le raffermissement des relations au niveau régional et surtout prouve que la confiance ait été établie pour le pays avec les pays voisins en vue de renforcer les échanges dans tous les domaines. Ce sera également un bon signe pour la fête de l'Indépendance car les chefs d'Etat de la COI vont honorer de leur présence à la fête de l'Indépendance du pays.

La création d'un « Fonds du réseau SEGA One Health » à des contributions volontaires a été mise en place pour disposer de ressources pour la prévention et la riposte en matière de santé publique, notamment face à la propagation du coronavirus qui est devenue un sujet d'actualités à travers le monde. Même si le Covid-19 ne touche pas encore les pays membres de l'océan Indien, il s'agit de prendre la mesure des actions en matière de santé comme le plan d'urgence pour prévenir le coronavirus, la sécurité maritime, la pêche et les énergies et confirmer l'intérêt d'une action ambitieuse et diversifiée dans le domaine. A cette mesure s'ajoute la confirmation de la signature prochaine de projets en matière de prévention des risques de catastrophe et de biodiversité.

Et enfin, l'Accord de Victoria a fait l'objet d'une révision et d'une signature. En 1984, c'est aux Seychelles que la COI a été institutionnalisée à travers l'Accord général de coopération entre les Etats membres de la COI, dit « l'Accord de Victoria ». En 35 ans, la COI s'est muée en une organisation régionale de proximité qui a notamment mis en œuvre une cinquantaine de projets pour un montant total dépassant 230 millions d'euros. Ces actions ont porté sur l'environnement et le climat, les pêches, la gouvernance, les énergies renouvelables, l'agriculture, l'éducation ou encore la santé publique. Plus de 10 partenaires et observateurs accompagnent aujourd'hui la COI et ses Etats membres. Au regard de cette évolution fonctionnelle et du rayonnement politique et diplomatique de l'organisation, il est apparu nécessaire de moderniser l'Accord fondateur de 1984. C'est dans ce sens, et avec le soutien du projet INCA financé par l'Union européenne, que les Etats membres de la COI ont décidé de doter l'organisation d'un nouveau texte, modernisé et en phase avec les ambitions des Etats comme avec la pratique d'une coopération concrète et porteuse de résultats.

Océan Indien: une nouvelle impulsion donnée à la COI

Le 34^e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI) qui s'est tenu le 6 mars dernier aux Seychelles a été marquant sous divers aspects. En effet, les membres du Conseil ont pris plusieurs décisions, dont la révision de l'accord de Victoria en vue d'instituer le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement permettant de conduire une action collective en phase avec les enjeux actuels et avec les ambitions des États membres ; la tenue du Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de la COI le 25 juin à Madagascar dans le cadre des 60 ans de l'indépendance de la Grande Ile ; et l'accueil de nouveaux membres observateurs, notamment le Japon, l'Inde et l'ONU. Il a également été question de prendre la mesure des actions en matière de santé (plan d'urgence coronavirus), sécurité maritime, pêche et énergies et confirmer l'intérêt d'une action ambitieuse et diversifiée dans les domaines.

Un autre point majeur à l'agenda a été la nomination du nouveau Secrétaire général en la personne de Vélayoudom Marimoutou de La Réunion, successeur de Hamadi Boléro (Union des Comores) et ce, prenant effet en juillet 2020. Par ailleurs, la présidence du Conseil des ministres passe aux Comores après les Seychelles. Les missions de la COI ont aussi été élargies avec de nouveaux secteurs tels que la santé publique, la sécurité maritime ou encore la connectivité, qui sont venus s'ajouter à l'environnement, la pêche, la justice et la culture.

« Il est heureux que c'est ici, aux Seychelles, là où tout a commencé en 1984, que nous donnions une nouvelle impulsion à la COI. Je crois fermement que la COI est l'instrument premier de notre devenir commun. Elle est une organisation régionale de proximité, la seule qui fasse valoir les besoins spécifiques de nos îles face aux enjeux climatiques, économiques, sanitaires ou encore sécuritaires », a déclaré Vincent Mériton, vice-président de la République des Seychelles et président du Conseil des ministres de la COI.

Le Conseil s'est terminé avec la signature d'une convention de financement d'un nouveau projet « Entrepreneuriat et coopération commerciale » qui s'élèvera à 8 millions d'euros (11^e fonds européen de développement) qui servira à promouvoir l'entrepreneuriat dans la région, notamment des femmes, à faciliter les échanges commerciaux dans la région et avec l'Europe et, in fine, d'améliorer la compétitivité régionale.

Pour rappel, les Etats membres de la COI sont l'Union des Comores, les Seychelles, La France (Réunion), Madagascar et l'île Maurice.

Légende : Les membres du Conseil des ministres, des partenaires et observateurs de la COI (©COI)

Indian Ocean: the COI gains a new impetus

The 34th Council of ministers of the Indian Ocean Commission (COI) held on the 6th March in Seychelles has been significant in many aspects. The Council members took several decisions during the meeting, such as the amendment of the Victoria Agreement so as to set up a Summit of Heads of State and Government to allow a joint action in line with the current issues and the ambitions of the state members; the running of a COI Summit of Heads of State and Government on the 25th June in Madagascar alongside the 60th anniversary of Independence of the island; and the adhesion of new observer members to the council, namely Japan, India and the UNO. It was also decided to take the measure of the actions in terms of health (Coronavirus emergency plan), maritime security, fishing and energies, and confirm the interest of an ambitious and diversified action in the sectors.

Another main point of the meeting was the nomination of Velayoudom Marimoutou from Reunion Island as the new Secretary-General of the COI, succeeding to Hamadi Boléro (Union of Comoros Islands), taking effect in July 2020. Besides, the Comoros Islands are taking over the presidency of the COI from Seychelles. The missions of the COI have also been expanded with new sectors such as public health, maritime security and connectivity, added to environment, fishing, justice and culture.

"It is fortunate that it is here, in Seychelles, where all began in 1984, that we are giving a new impetus to the COI. I firmly believe that COI is the main instrument of our common future. It is a regional proximity organisation, the only one that puts forward the specific needs of our islands in response to climate, economic, health and safety issues", said Vincent Mériton, Vice-President of the Republic of Seychelles and President of the Council of Ministers of the COI.

The meeting ended with the signature of a new "Entrepreneurship and cooperation" financial agreement amounting to 8 million Euros (11th European development funds) which will be used to promote entrepreneurship in the region, namely for women, and ease the commercial exchanges in the region and with Europe, and eventually improve the regional cooperation.

The members of the Indian Ocean Commission are the Union of Comoros Islands, Seychelles, France (Reunion Island), Madagascar and Mauritius.

Intégration régionale : la COI se penche sur son avenir

Par **Les Nouvelles** sur 07/03/2020  

Modernisation. C'est le terme employé lors du 34e conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI), aux Seychelles actuellement, pour évoquer les grands chantiers qui attendent les ministres de l'organisation sous-régionale. Madagascar est représenté par le ministre des Affaires étrangères malgache, Tehindrazanarivo Liva.

Selon les informations fournies, le conseil devra notamment examiner la proposition de modernisation de l'Accord de Victoria de 1984, le texte fondateur de l'organisation. D'autres sujets tels que les demandes d'adhésion, le suivi des actions sectorielles, les partenariats ainsi que d'autres questions administratives, seront également abordés.

La modernisation en question

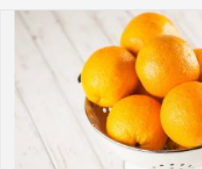
Durant son allocution, le ministre des Affaires étrangères malgache a soutenu que la modernisation permettra, d'une part, de garantir la crédibilité de la COI, à l'endroit des bailleurs et partenaires, d'autre part, d'offrir d'autres opportunités de partenariat, confortant ainsi la gestion d'un environnement régional plus vaste, pouvant servir de référence.

D'ailleurs, plusieurs projets mis en place par le truchement de la commission s'articulent autour des domaines prioritaires du gouvernement, principalement la pêche et l'aquaculture, l'autonomisation des femmes, ou encore la transition énergétique.

Dans le domaine de la sécurité maritime, le programme Mase ou « Maritime Security » contribue notamment à la sécurisation des côtes et à la lutte contre les différents trafics, tandis que le projet RSIE (Réseau de surveillance et d'investigation épidémiologique) favorise considérablement l'amélioration des systèmes de santé.

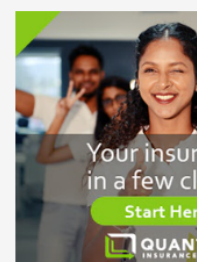
« Madagascar prend la pleine mesure pour un bel avenir de la COI avec un mandat renouvelé et conçoit la tenue de ce sommet comme le symbole d'un renouvellement de la mobilisation commune », note le ministre des Affaires étrangères tout en rappelant que les actions de la COI contribuent à l'atteinte des objectifs d'émergence de Madagascar à travers les soutiens aux actions du président de la République et du gouvernement.

J.P



Perdre du ventre :

Le truc à faire avant de se coucher
Science et Bien-Être



Les Seychelles accueillent ce vendredi le 34ème Conseil des ministres de la COI | 05 March 2020

Le Président du Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI), S.E. Vincent Meriton, Vice-Président de la République des Seychelles présidera, ce vendredi 6 mars à l'Hôtel Savoy, le 34ème Conseil des ministres de la COI.

Ce rendez-vous politique majeur du calendrier régional réunira les ministres et représentants des Etats membres de la COI dont le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale des Comores, S.E.M. Mohamed El-Amine Souef, le Ministre des Affaires étrangères de Madagascar, S.E.M. Dr. Djacoba Tehindrazanarivelo, le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de France, S.E.M. Jean-Baptiste Lemoyne et M. Rechad Moolye, Secrétaire permanent représentant le Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international de Maurice.

Seront également présents à cette rencontre le Secrétaire général de la COI, S.E.M. Hamada Madi et les représentants des membres observateurs auprès de la COI, à savoir l'Union européenne, l'Organisation Internationale de la Francophonie, l'Ordre Souverain de Malte et la Chine, ainsi que les représentants des partenaires dont l'Agence française de développement et l'Organisation des Nations unies.

L'objectif de ce 34ème Conseil est comme à l'accoutumée de délibérer sur les dossiers préparés par les Officiers permanents de liaison lesquels se sont réunis les 3 et 4 mars 2020.

Ce Conseil visera, entre autres, à formaliser les orientations politiques adoptées dans la *Déclaration de Moroni sur l'avenir de la COI* d'août 2019 qui a abouti à une révision de l'Accord Général de Coopération de 1984, texte fondateur de la COI. L'Accord général de Victoria révisé s'inscrit dans une dynamique de modernisation de la COI qui, en 35 ans d'opération, a considérablement élargi son champ d'intervention.

Les membres du Conseil des ministres seront également appelés à prendre un ensemble de décision dans les domaines de l'adaptation au changement climatique, les pêches durables, la sécurité maritime, les migrations ou encore la santé publique.

Il est à noter que ce 34ème Conseil marquera également la fin du mandat de S.E.M. Vincent Meriton à la présidence du Conseil des ministres de la COI et verra alors la passation officielle de la présidence de la COI des Seychelles à l'Union des Comores.

Seychelles hands over presidency of the Indian Ocean Commission

By: [Daniel Laurence](#) Edited by: [Betymie Bonnelame](#)



Vice President Vincent Meriton took over the head of the commission in 2018. (Joena Meme)

([Seychelles News Agency](#)) - Maintaining regional stability in Madagascar and Comoros was among the achievements made during the one-year presidency of Seychelles over the **Council of Ministers** of the **Indian Ocean Commission** (IOC), Seychelles' Vice President said.

Vice President Vincent Meriton, the outgoing IOC president, spoke at the 34th **Council of Ministers** held at Savoy Resort and Spa in the northern Mahe district of Beau Vallon.

Meriton said that the Commission "is the only regional organisation that can really measure the needs of our countries to face economic, climate and security threats."

He added that "it is in that spirit that I feel Seychelles has been engaged in during its presidency to further promote regional stability by organizing listening and dialogue missions ... in Madagascar and the Comoros."

The **Indian Ocean Commission** -- an intergovernmental organisation set up in 1982 -- includes Seychelles, Madagascar, Comoros, Mauritius, and Reunion, a French Overseas Department.

During the **Council of Ministers**, Seychelles, an archipelago in the western Indian Ocean, passed over the presidency to Comoros. The presidency rotates every year.

During the 34th session, the Commission signed three main agreements including a project financing agreement, an agreement on a statement of decisions made by the members of the council, and the Victoria agreement, which will see a meeting organised every five years to talk about different subjects.

Also addressed during Seychelles' tenure were issues related to climate change, maritime security and public health.



[Accueil](#) > [Politique Nationale](#)

L'Union des Comores s'apprête à prendre la présidence de la Commission de l'Océan Indien

🕒 jeudi 5 mars 2020

Le Comité des Officiers permanents de Liaison de la Commission de l'Océan Indien, une des Instances décisionnelles de la COI, s'est réuni du 3 au 4 mars 2020 à Mahe, en République des Seychelles, dans le cadre du 34e Conseil des Ministres de la COI.

A l'issue de ces travaux qui ont débouché sur 29 décisions, la passation de la présidence dudit Comité, a eu lieu entre l'Officier permanent de Liaison des Seychelles, Monsieur Jacques Belle et celui de l'Union des Comores, Monsieur IMAM Abdillah.

La 34e Session du Conseil des Ministres, se tiendra le 6 mars prochain, à laquelle prendra part le Ministre SOUEF Mohamed El-Amine.

Indian Ocean Commission – Visit by Jean-Baptiste Lemoyne (6-9 Mar. 2020)

Jean-Baptiste Lemoyne, Minister of State attached to the Minister for Europe and Foreign Affairs, is visiting the Seychelles from March 6 to 9 to represent France at the Council of Ministers of the Indian Ocean Commission (IOC), which brings together five member states : the Union of the Comoros, France on behalf of Réunion, Madagascar, Mauritius and the Seychelles.

This visit will provide an opportunity to demonstrate our commitment within the IOC while underscoring the importance to France of its neighborhood relations in the Indian Ocean, as reaffirmed by Jean-Yves Le Drian, Minister for Europe and Foreign Affairs, during his recent visit to Mauritius, Madagascar and Mozambique. The Council of Ministers of the Indian Ocean Commission will formally adopt the revised Victoria Agreement, which replaces the general cooperation agreement between the member states of the Indian Ocean Commission of January 10, 1984, as well as the additional protocol of 1989. This text reaffirms the IOC's identity as a regional neighborhood organization, reaffirms the unifying role of the French language and sets out the criteria for the granting of observer status.

During this visit, Jean-Baptiste Lemoyne will be received by Danny Faure, President of the Seychelles; he will meet with Vincent Mériton, Vice President and Minister of Foreign Affairs, and Didier Dogley, Minister for Tourism, Civil Aviation, Ports and Marine. The minister of state will underscore the importance of our geographic and strategic proximity in the regional context of the southwest Indian Ocean in the areas of maritime security, the fight against climate change and the development of the blue economy, including from an Indo-Pacific perspective.

Jean-Baptiste Lemoyne will also visit the facilities of the port of Victoria, whose renovation is being supported by the French Development Agency, in order to promote French expertise in the field of port management. In an archipelago, where 30% of GDP is dependent on tourism, the minister of state will meet with French professionals in this sector, which offers investment opportunities.

L'Inde, le Japon et l'ONU : statut d'observateur à la COI

Le nouveau secrétaire général, Vélayoudom Marimoutou, ancien recteur de l'Académie de La Réunion, assumera ses fonctions le 16 juillet prochain

La 34^e réunion du Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien, se déroulant aux Seychelles en fin de semaine, marque un tournant dans l'avenir de cette organisation engagée dans la promotion de la coopération régionale. L'axe Paris/Delhi se renforce dans le sillage de cette réunion régionale. Ainsi, la demande soumise individuellement par l'Inde le mois dernier, le Japon, et l'Organisation des Nations unies (ONU) pour le statut d'observateur a été entérinée par cette instance sous la présidence du vice-président des Seychelles, Vincent Meriton. Le communiqué officiel émis par le secrétariat de la COI fait état de l'accord de Victoria révisé comme un tremplin pour l'avenir. D'autre part, le choix du nouveau secrétaire général a été avalisé et Vélayoudom Marimoutou, ancien recteur de l'Académie de La Réunion, succédera à l'actuel secrétaire général, le Comorien Hamada Mad Boléro, le 16 juillet prochain.

L'admission de l'Inde en tant que membre observateur de la COI a été chaleureusement accueillie dans la presse de ce pays. Dans leurs éditions d'hier, quasiment tous les titres de la presse nationale indienne en ont fait état, même si le nombre d'États et institutions avec le statut d'observateur passe à sept avec les précédents de la Chine, de Malte, de l'Union européenne et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

La presse indienne souligne que dans cette entreprise, New Delhi a bénéficié du parrainage indéfectible de Paris. « In fact, the 2018 joint strategic vision for India-France cooperation in the Indian Ocean region – released during the visit of French President Emmanuel Macron – specifically mentions that France would support India's entry in the IOC as an observer. In return, India had supported a greater role » for France in the bigger Indian Ocean Rim Association. However, while France is already an IORA dialogue

partner, obtaining a membership via its overseas Indian territories has proved to be a bridge too far, with opposition from its former colonial states », affirment les commentateurs politiques indiens.

Au chapitre des délibérations aux Seychelles, avec la présence de Souef Mohamed El-Amine, ministre des Affaires étrangères, et de la Coopération internationale des Comores, chargé de la Diaspora, du Dr Djacoba A. S. Oliva Tehindrazanarivelo, ministre des Affaires étrangères de Madagascar, Jean-Baptiste Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères et de Rejchad Moolye, secrétaire permanent représentant le ministre des Affaires étrangères de Maurice, le communiqué officiel de la COI avance que le point d'orgue du 34^e Conseil des ministres a été la signature de l'accord portant révision de l'Accord général de coopération entre les États membres de la COI. L'Accord de Victoria est le texte fon-

dateur de la COI. Il a institutionnalisé l'organisation le 10 janvier 1984. « Pourquoi cette révision ? Cet Accord de Victoria révisé permet à l'organisation de conduire une action collective en phase avec les enjeux actuels et avec les ambitions des États membres. Cet accord confère au sommet des chefs d'État et de gouvernement une place statutaire

qu'il n'avait pas jusqu'alors », fait-on comprendre officiellement.

Outre une vingtaine de décisions entérinées lors de ce Conseil des ministres, un ensemble de mesures portant sur les questions opérationnelles ont été adoptées. Les ministres ont notamment pris connaissance du plan d'urgence de la COI sur le coronavirus (Covid-19), soutenu par l'AFD, de la stratégie régionale sur la transition énergétique, des avancées en matière de sécurité maritime ou encore des projets annoncés en matière de réduction des risques naturels, climat, culture.



Vélayoudom Marimoutou

D'autre part, les Comores assurent la présidence du Conseil des ministres de la COI succédant aux Seychelles. Un sommet des chefs d'État de la COI se tiendra le 25 juin 2020, en marge des 60 ans de l'indépendance de Madagascar.

Nominations

Tourisme : un réseau bien organisé

La boucle est désormais bouclée. Tout le monde est en place dans le délicat secteur du tourisme. Le ministre Joe Lesjongard a pris ses fonctions depuis bientôt cinq mois. Il a remplacé Kinsley Lai, l'attaché de presse de l'ancien ministre battu aux dernières élections, Ashit Gungah. Il s'est entouré du conseiller Teerut Moossum, un partenaire d'affaires et les autres postes sont pourvus : Nilen Vancadsarmy est à la présidence de la Mauritius Tourism Promotion Authority, Avinash Gopee préside, lui, la Tourism Authority. Lindsay Morvan vient d'être fait directeur de cet organisme, tandis qu'Arvind Bundhun avait été recruté sous Anil Gayan comme directeur de la MTPA.

Cette équipe est intéressante à plus d'un titre parce qu'elle protège d'un réseau bien organisé. A commencer par la MTPA. Celui qui est en le directeur, Arvin Bundhun, n'est autre que l'époux de la députée Joanne Tour, la fille du vice-président de la FCM (Fédération des créoles mauriciens). Il y a une anecdote croustillante sur ce tandem que l'on prend plaisir à raconter dans les couloirs de la MTPA.

Une compagnie appartenant à la collistère de Joe Lesjongard, Joanne Tour, la Spark and Event Concept, avait décroché un contrat de Rts 6 millions de la MTPA quelques jours seulement après l'installation de son époux à la tête de cet organisme fin mai 2018. C'était pour l'organisation de l'International Conference on Digitalisation and Sustainable Tourism.

Malgré les démentis qui avaient suivi sur cette étrange coïncidence quant à l'existence d'un possible cas de conflit d'intérêts, des sources intérieures avaient tenu à faire ressortir que l'offre de la compagnie de Mme Tour n'était, en plus, pas la plus belle reçue. C'est lors d'un

second appel d'offres que Spark Events and Concept avait obtenu le contrat, la MTPA décidant de procéder à une sélection des offres faites lors du premier exercice. Quant à la flopée de nominations récentes, le fait criant est que personne ne dispose d'expérience dans le secteur, si ce n'est que certains ont « fait le touriste » ou comptent le faire à leurs nouvelles affectations qui ne tombent pas à pic, mais plutôt mal. La belle vie et les plans de déplacement se trouvent très contrariés par le coronavirus.

Comble d'ironie : pendant qu'était annoncée la nomination directe de Lindsay Morvan à la tête de la Tourism Authority, des appels payants à candidature pour des postes plus bas dans la hiérarchie organisationnelle étaient publiés dans la presse pour des postes de IT Officer, IT Technician, Tourism Enforcement Officer, Procurement and Supply Officer, Accountant et même Clerk/Word Processing Operator. C'est la nouvelle version de la méritocratie et de la société inclusive.

Parmi les derniers arrivés, Avinash Gopee, lequel était le directeur de Mauritius Multisports Infrastructure Ltd (MMIL) qui s'est occupé du complexe sportif de Côte d'Or. C'est au moment de sa nomination que Shah Javed Khadarun, récemment embauché par la compagnie dont il est un des directeurs, Nundun Gopee Ltd, a été renvoyé une semaine seulement après son recrutement.

Shah Javed Khadarun n'est pas n'importe quel employé, il se trouve qu'il est l'auteur de la pétition contestant l'élection de Pravin Jugnauth à Quartier-Militaire/Moka devant la Cour suprême. Il semblerait que ce soit là aussi une étrange coïncidence. Et on n'en a pas fini d'un voir !

Commission de l'Océan Indien - Déplacement de Jean-Baptiste Lemoyne (6-9 mars 2020)

Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend du 6 au 9 mars aux Seychelles pour représenter la France au Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien (COI), qui regroupe cinq États membres : l'Union des Comores, la France au titre de La Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles.

Ce déplacement permettra d'illustrer notre engagement au sein de la COI tout en confortant l'importance pour la France de sa relation de voisinage dans l'Océan Indien, comme l'a rappelé le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, lors de sa récente visite à Maurice, à Madagascar et au Mozambique. Le Conseil des ministres de la COI adoptera formellement l'accord de Victoria révisé, qui remplace l'accord général de coopération entre les États membres de la Commission de l'Océan Indien du 10 janvier 1984 ainsi que le protocole additionnel de 1989. Ce texte réaffirme l'identité d'organisation régionale de proximité de la COI, rappelle le rôle unificateur de la langue française et fixe les critères d'accession au statut d'observateur.

Lors de ce déplacement, Jean-Baptiste Lemoyne sera reçu par Danny Faure, Président de la République des Seychelles ; il s'entretiendra avec Vincent Mériton, vice-président titulaire des affaires étrangères et Didier Dogley, ministre du tourisme, de l'aviation civile, des ports et de la marine. Le secrétaire d'État soulignera la valeur de nos proximités géographique et stratégique dans le contexte régional du Sud-ouest de l'Océan Indien, en matière de sécurité maritime, de lutte contre le changement climatique et du développement de l'économie bleue, y compris dans une perspective indopacifique.

Jean-Baptiste Lemoyne visitera par ailleurs les infrastructures du port de Victoria, dont la rénovation est accompagnée par l'Agence française de développement, afin de promouvoir l'expertise française en matière de gestion portuaire. Dans un archipel où 30 % du PIB repose sur le tourisme, le secrétaire d'État s'entretiendra avec les professionnels français du secteur qui offre des opportunités d'investissement.

India Approved as Observer of Indian Ocean Commission

Till now, IOC had four observers – China, Malta, European Union and International Organisation of La Francophonie.



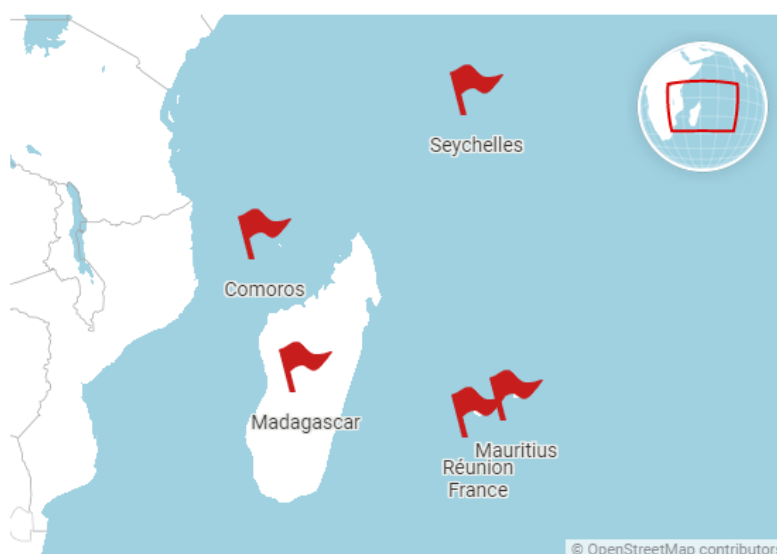
New Delhi: India has been approved as a member of the Indian Ocean Commission, the inter-governmental organisation that coordinates maritime governance in the south-western Indian Ocean.

The decision, as per sources, was made at Friday's meeting of the [IOC council of ministers](#) in Seychelles. India had apparently made the application to join as observer of the organisation last month.

Till now, IOC had four observers – China, Malta, European Union and International Organisation of La Francophonie (OIF)

Set up in 1982, the Indian Ocean Commission comprises Seychelles, Madagascar, Comoros, Mauritius, and Reunion island, France's overseas territory in the region.

Member States of Indian Ocean Commission



Not surprisingly, due to their common history, the group has largely been dominated by France, as all the island states are predominately Francophone with a common colonial history.

In fact, the 2018 [joint strategic vision](#) for India-France cooperation in the Indian Ocean region – released during the visit of French president Emmanuel Macron – specifically mentions that France would support India's entry in the IOC as an observer.

In return, India had supported a "greater role" for France in the bigger Indian Ocean Rim Association. However, while France is already an IORA dialogue partner, obtaining a membership via its overseas Indian territories has proved to be a bridge too far, with opposition from its former colonial states.

As per officials, India's observer status in IOC is significant as it institutionalises a larger engagement in the south-western Indian ocean which has increased in the last couple of years.

In 2018, Ram Nath Kovind [visited Madagascar](#) became the first Indian President to visit Madagascar. Later, Vice President Venkaiah Naidu [visited Comoros in October](#) 2019.

In December last year, the ministry of external affairs [rejigged](#) its internal divisions to have a more cohesive engagement with institutions and countries in Indian Ocean Region (IOR).

The IOR division previously had the responsibility to coordinate bilateral relations with Sri Lanka, Maldives, Mauritius and Seychelles. This division was further expanded westwards to include Madagascar and Comoros through a notification on December 16.

Earlier in 2019, the MEA got a brand-new Indo-Pacific division to reflect the priority given to the region and bring about a sense of coherence within its various regions. The division also looked after the multilateral linkages in the region and would likely look after the enhanced IOC portfolio.

India admitted as fifth observer to Indian Ocean Commission

The decision was taken at the meeting of the IOC Conference of ministers in Seychelles on Friday making India the fifth observer.

Geeta Mohan



The five-member grouping is important given India's plans to expand in The Western Indian Ocean (WIO) which is strategically connects the Indian Ocean to the Southeastern coast of Africa and beyond. (Photo: IOC website)

India was admitted to the Indian Ocean Commission (IOC: Commission de l'Océan Indien, COI) on Friday as an observer after it applied last month to be considered for observer status.

The decision was taken at the meeting of the IOC Conference of ministers in Seychelles on Friday making India the fifth observer. The other four observers China, Malta, European Union and International Organisation of La Francophonie (OIF).

The five-member grouping is important given India's plans to expand in The Western Indian Ocean (WIO) which is strategically connects the Indian Ocean to the Southeastern coast of Africa and beyond.

The member states are known to be erstwhile French colonies or partly British, partly French colonies. With France a member of IOC because of Reunion Islands, sources say they played a key role in ensuring India's admission.

To a question on whether if this was a counter move to China's presence in the bloc, a source denied such motives and said, This is to enhance India's outreach in the western flank of the Indo-Pacific. Not a counter to any particular nation.

India has made some high-level visits to some of the member states like India's Vice President visited Comoros and President Kovind visited Madagascar in 2018 following which the defence agreement was signed.

Therefore, the admission of India, even as an observer, to IOC is of great strategic significance since it will allow collective engagement with the island nations of western Indian Ocean (WIO) and further boost ties with an already strong friend, France.

ADVERTISEMENT

The move will also lend greater significance to India's SAGAR (Security and Growth for all in the Region) policy of the Modi administration.

The IOC was created in 1982 at Port Louis, Mauritius, and later institutionalised in 1984.

It has five member nations- Comoros, Madagascar, Mauritius, Reunion (an overseas region of France) and Seychelles.

34ème Conseil des ministres de la COI : plusieurs mesures adoptés



Le 34ème Conseil des ministres de la COI a été marquant à plus d'un titre. En effet, les membres du Conseil des ministres ont pris un ensemble de décisions touchant aux ambitions politiques et stratégiques, à la santé publique, à l'environnement et au climat ou encore à la sécurité maritime.

Le Conseil des ministres a notamment été l'occasion de:

- Adopter et signer l'Accord de Victoria révisé: texte fondateur de l'organisation revisité après 35 ans de coopération. Cet Accord de Victoria révisé définit la mission – élargie – de la COI, institue le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement qui devient donc un organe statutaire, crée le poste de Secrétaire général adjoint ou encore prévoit l'organisation de conférences ministérielles thématiques / sectorielles;
- Annoncer le tenue du prochain Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI le 25 juin prochain à Antananarivo en marge du 60ème anniversaire de l'indépendance de Madagascar;
- Adopter un nouveau texte précisant le statut d'observateur; – Accueillir le Japon, l'Inde et l'Organisation des Nations unies comme nouveaux membres Observateurs auprès de la COI – ils rejoignent ainsi la Chine, l'Union européenne, l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Ordre souverain de Malte – Nommer le nouveau Secrétaire général de la COI: M. Vêlayoudom Marimoutou, actuellement recteur de l'Académie de La Réunion; il prendra ses fonctions le 16 juillet 2020;
- Convenir de la création d'un « Fonds du réseau SEGA One Health » ouvert à des contributions volontaires pour disposer de ressources pour la prévention et la riposte en matière de santé publique;
- Prendre la mesure des actions en matière de santé (plan d'urgence coronavirus), sécurité maritime, pêche et énergies et confirmer l'intérêt d'une action ambitieuse et diversifiée dans le domaine;

Confirmer la signature prochaine de projets en matière de prévention des risques de catastrophe et de biodiversité.

C'est une boucle de l'histoire. En 1984, c'est aux Seychelles que la COI a été institutionnalisée à travers l'Accord général de coopération entre les Etats membres de la COI, dit « l'Accord de Victoria ». En 35 ans, la COI s'est muée en une organisation régionale de proximité qui a notamment mis en œuvre une cinquantaine de projets pour un montant total dépassant 230 millions d'euros. Ces actions ont porté sur l'environnement et le climat, les pêches, la gouvernance, les énergies renouvelables, l'agriculture, l'éducation ou encore la santé publique. Plus de 10 partenaires et observateurs accompagnent aujourd'hui la COI et ses Etats membres. Au regard de cette évolution fonctionnelle et du rayonnement politique et diplomatique de l'organisation, il est apparu nécessaire de moderniser l'Accord fondateur de 1984. C'est dans ce sens, et avec le soutien du projet INCA financé par l'Union européenne, que les Etats membres de la COI ont décidé de doter l'organisation d'un nouveau texte, modernisé et en phase avec les ambitions des Etats comme avec la pratique d'une coopération concrète et porteuse de résultats. La signature de l'Accord de Victoria révisé a été le point d'orgue du 34ème Conseil des ministres de la COI.

Les Seychelles cèdent la présidence de la Commission de l'Océan Indien aux Comores

By: **Daniel Laurence, Betymie Bonnelame Traduit par: Rassin Vannier**



Vincent Meriton le vice-président des Seychelles. (Joena Meme)

([Seychelles News Agency](#)) - Le maintien de la stabilité régionale à Madagascar et aux Comores a été l'une des réalisations de la présidence des Seychelles a déclaré **Vincent Meriton** le vice-président des Seychelles.

Les Seychelles ont présidé le Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien (**COI**), pendant un an. Le vice-président Vincent Mériton s'est exprimé lors du 34e Conseil des ministres qui s'est tenu à l'hôtel Savoy dans le district de Beau Vallon, au nord de Mahé.

M. Meriton a déclaré que la Commission "est la seule organisation régionale qui puisse réellement mesurer les besoins de nos pays pour faire face aux menaces économiques, climatiques et sécuritaires".

Il a ajouté que "c'est dans cet esprit que je sens que les Seychelles se sont engagées pendant leur présidence à promouvoir davantage la stabilité régionale en organisant des missions d'écoute et de dialogue ... à Madagascar et aux Comores".

La Commission de l'Océan Indien -- une organisation intergouvernementale créée en 1982 -- comprend les Seychelles, Madagascar, les Comores, Maurice et la Réunion, un département français d'outre-mer.

Lors du Conseil des ministres, les Seychelles, archipel de l'Océan Indien occidental, ont passé la présidence aux Comores. La présidence de la **COI** est tournante chaque année.

Lors de la 34e session, la Commission a signé trois accords principaux, dont une convention de financement de projet, un accord sur un relevé des décisions prises par les membres du Conseil et l'accord de Victoria, qui prévoit l'organisation d'une réunion tous les cinq ans pour aborder différents sujets.

Les questions liées au changement climatique, à la sécurité maritime et à la santé publique ont également été abordées pendant le mandat des Seychelles.

Coopération régionale : La Commission de l'Océan indien penche sur son avenir institutionnel en présence de Jean-Baptiste Lemoyne



Ce vendredi 06 mars, les Etats-membres de la Commission de l'Océan Indien sont réunis aux Seychelles pour le 34 ème Conseil des Ministres. Un rendez-vous diplomatique qui a pour objectif de poser les bases de l'évolution institutionnelle de l'organisation.

Après 38 ans d'existence, [la Commission de l'Océan indien](#) souhaite prendre un nouveau tournant institutionnel. Réunis à Seychelles, ce 34 ème Conseil des Ministres devra notamment examiner la proposition de modernisation de l'Accord de Victoria de 1984, le texte fondateur de l'organisation. Au programme de ce rendez-vous, il sera donc question de l'évolution institutionnelle de la COI. [L'avenir institutionnel, un sujet qui mûrit depuis plusieurs années au sein de la Commission de l'Océan indien](#). Les questions de l'examen des demandes d'adhésion auprès de la COI, de l'état d'avancement des accréditations auprès de l'Union européenne et du Fonds vert pour le climat et le suivi des actions sectorielles seront également abordés.



Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères, Jean-Baptiste Lemoyne est notamment présent pour représenter les territoires français de La Réunion et Mayotte. Lors de son discours, il a souligné que « la COI, en 35 ans s'est révélée une

enceinte privilégiée de dialogue mais aussi d'actions. La COI promeut une identité forte, francophone, insulaire et métisse ancrée dans l'espace africain».

A l'issue des travaux, la présidence du conseil des ministres de la COI reviendra au Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de l'Union des Comores, Mohamed El-Amine Souef.

34ème Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien Les Comores assument la présidence de la COI



- L'heure de réaffirmer le rôle opérationnel de la COI

Le 34ème Conseil des Ministres de la Commission de l'Océan Indien (COI) s'est tenu hier à l'Hôtel Savoy Resort & Spa. Les délégués venaient de Madagascar, Comores, France/Réunion, Ile Maurice, l'Union Européenne, des Seychelles, de la COI, de l'Organisation Internationale de la Francophonie, l'Agence Française de Développement et de l'IOM participaient à ce conseil. C'est le Vice-Président de la République des Seychelles, Vincent Meriton qui avait officiellement ouvert le conseil. Après ce 34ème Conseil, c'est au tour des Comores d'assumer la présidence de la COI. Le budget pour le bon fonctionnement de la COI est fixé à 1,5 millions d'euros et les Seychelles ont contribué la somme de 63 000 euros.

Trois accords ont été signés pendant ce conseil : Signature de la Convention de financement du projet « Entrepreneuriat et coopération commerciale » ; signature du relevé des décisions par les membres du Conseil des ministres et signature de l'Accord de Victoria révisé par les membres du Conseil des ministres.

Dans son dernier discours comme secrétaire général de la COI, M. Hamadi Madi Bolero, a fait un bilan des activités de la COI. « Ce rendez-vous politique majeur de notre calendrier régional marquera, sans doute, l'histoire institutionnelle de l'Indianocéanie. Au regard des sujets qui seront abordés aujourd'hui, les membres du Conseil des ministres de la COI seront appelés à prendre des décisions qui, d'une part, réaffirmeront le rôle opérationnel de notre organisation, et qui, d'autre part, approfondiront son rayonnement politique et sa portée stratégique. Depuis le 33ème Conseil des ministres de septembre 2018 à Maurice, le secrétariat général s'est pleinement investi dans la mise en œuvre du plan de développement stratégique. »

Monsieur Hamadi a aussi parlé de l'évolution de la COI qui requiert une ambition politique renouvelée. « Cette ambition politique est celle d'une

COI renforcée et modernisée pour répondre aux enjeux actuels et futurs du développement. A Moroni, les ministres de nos Etats ont fixé un cap que nous avons suivi scrupuleusement, notamment en proposant une révision de notre texte fondateur, l'Accord de Victoria de 1984. Ce travail réflexif, qui a directement impliqué les officiers permanents de liaison ainsi que l'assistance technique du projet INCA financé par l'Union européenne, a permis de proposer un Accord révisé aux membres du Conseil. Ce n'est qu'une première étape de notre évolution institutionnelle : la révision des textes d'application est en cours et en toute logique, le mode de fonctionnement de notre organisation se modernisera rapidement. »

Pour sa part, le Vice-Président de la République des Seychelles, aussi le président du Conseil des Ministres de la COI, a parlé du rôle de la COI dans la région. « La COI s'est affirmée comme un acteur incontournable dans le paysage régional. En toute honnêteté, on attend beaucoup de la COI. Et, quand bien même cela n'est pas toujours perceptible, elle fait beaucoup. L'intérêt marqué par de nombreux Etats et organisations internationales témoignent de sa crédibilité et de son rayonnement au-delà de notre région du Sud-Ouest de l'Océan Indien. »

Il a annoncé que le 34ème Conseil des ministres de la COI sera ainsi l'occasion d'accueillir de nouveaux membres observateurs au sein de notre famille.

« Il nous restera à convenir des moyens humains, financiers et matériels que nous pourrions mettre au service de la COI ou, autrement dit, au service de nos ambitions communes. Les partenaires au développement, les Nations Unies, l'Union européenne, l'Agence française de développement, la Banque mondiale, l'Organisation internationale pour les migrations, la Banque africaine de développement, entre autres, soutiennent nos activités et je les en remercie chaleureusement. Ils permettent à la COI de conduire des projets régionaux qui ont, nous devons en avoir conscience, un impact notable dans nos îles. Notre capacité à investir dans notre organisation, dans ses activités, sera un signal fort envoyé à la communauté des bailleurs qui sera plus enclinée à amplifier son appui à la COI et à notre région. »

Il réitère que la présidence seychelloise du Conseil des ministres de la COI a été honorée d'avoir activement participé à la vie régionale, d'avoir soutenu notre action collective et d'avoir soutenu le chantier de la modernisation institutionnelle et fonctionnelle de notre organisation régionale. « Sachez que le Département des Affaires étrangères de la République des Seychelles restera à l'écoute et disposée à appuyer en cas de besoin notre frère le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de l'Union des Comores qui prendra le flambeau de la présidence à l'issue de nos travaux », a-t-il noté.

Le Speaker de l'Assemblée nationale M. Nicholas Prea, les membres du parlement ainsi que les ministres ont assisté à l'ouverture du conseil.

34È CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI

Une double succession annoncée à Mahé

Après quatre ans à la tête de la Commission de l'Océan indien, Hamada Madi (Bohéro), nommé le 13 juillet 2016, passera la main le 16 juillet prochain. L'information a été publiée à l'issue du conseil des ministres de la Coi tenu hier, à Mahé, aux Seychelles. Souef Mohamed El-Amine a également succédé à Vincent Mérillon l'Union des Comores. Pendant un an, il dirigera le conseil des ministres de la Coi.

Nassila Ben Ali

Le 34^{ème} conseil des ministres de la Commission de l'Océan indien (Coi) a eu lieu samedi à Mahé, aux Seychelles. Cette rencontre avait retenu comme ordre du jour, la révision de l'Accord de Victoria, le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, la mise en place des nouveaux membres observateurs et la nomination du nouveau secrétaire général de l'organisation. A l'issue de cette rencontre, plusieurs décisions ont été prises dans les domaines politiques et stratégiques, de la santé publique, de l'environnement, du climat ou encore de la sécurité maritime. Parmi les événements marquants de cette rencontre de Mahé, la succession de Vincent Mérillon et Hamada Madi (Bohéro) à la tête de cette organisation

“ Le Conseil a annoncé la tenue du prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Coi le 25 juin prochain à Antananarivo en marge du 60^{ème} anniversaire de l'indépendance de Madagascar. Le nouveau texte prévoyant le statut d'observateur a été adopté. Ainsi, le Japon, l'Inde et l'Organisation des Nations unies vont rejoindre la Chine, l'Union européenne, l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Ordre souverain de Malte comme membres observateurs. ”



indianocéanique. Au sujet du poste de secrétaire général de la Coi, le conseil a nommé Velayoudom Morimoutou, actuellement recteur de l'académie de La Réunion pour succéder à Hamada Madi (Bohéro). Le nouveau secrétaire général de la Coi prendra ses fonctions le 16 juillet prochain. Quant à la présidence de l'organisation, c'est le ministre comorien des Affaires étrangères qui, pendant un an, dirigera le conseil des ministres. Après la passation de services avec son homologue seychellois, Souef Mohamed El-Amine a, dans son allocution, inscrit la mandature comorienne, dans la poursuite des engagements fondamentaux adoptés par la Coi, notamment en matière de renforcement «des liens d'amitié et de fraternité».

Imam Abdillahi, président des Opi

Dans son intervention, le nouveau président de la Coi a souligné que «l'heure est à présent à l'action afin de traduire les visions en actes concrets et visibles sur le terrain. Des programmes et projets de la Coi dans les domaines de la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire, l'économie bleue, les énergies renouvelables, la lutte contre les changements climatiques et la paix, stabilité et la gouvernance, notamment, permettent de répondre à des préoccupations partagées à l'échelle internationale». Au sujet de l'épidémie du coronavirus, le chef de la diplomatie comorienne a montré la «nécessité d'assurer la pérennisation à l'usage du projet régional «Vieilles saines». Au sujet des officiers permanents de liaison (Opl), la présidence revient également à l'Union des Comores. C'est l'Opl comorien, Imam Abdillahi, qui assurera cette fonction durant un an. La



réunion de Mahé a notamment été l'occasion d'adopter et signer l'Accord de Victoria révisé. Il s'agit du texte fondateur de l'organisation révisé après 35 ans de coopération. «Cet Accord de Victoria révisé définit la mission – élargie – de la Coi, institue le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement qui devient dans un organe statutaire, crée le poste de secrétaire général adjoint ou encore prévoit l'organisation de conférences ministérielles thématiques / sectorielles». Il est dans le communiqué publié pour la circonstance. Le Conseil a annoncé la tenue du prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Coi le 25 juin prochain à Antananarivo en marge du 60^{ème} anniversaire de l'indépendance de Madagascar. Le nouveau texte prévoyant le statut d'observateur a été adopté. Ainsi, le Japon, l'Inde et l'Organisation des Nations unies vont rejoindre

la Chine, l'Union européenne, l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Ordre souverain de Malte comme membres observateurs. Lors de ce Conseil, il a été convenu de créer «Fonds du niveau SEGA One Health». Celui-ci est toujours, selon le communiqué de la Coi, ouvert à des contributions volontaires pour disposer de ressources «pour la prévention et la réponse en matière de santé publique» et dans le domaine de la santé, le conseil a réfléchi sur un plan d'urgence coronavirus. La sécurité maritime, la pêche et les énergies ont fait l'objet des échanges. L'un a en outre confirmé l'intérêt d'une action ambitieuse et diversifiée dans le domaine. La signature prochaine de projets en matière de prévention des risques de catastrophe et de biodiversité a été confirmée, à en croire le même communiqué.

Les nouveautés de l'Accord de Victoria révisé

Le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement devient un organe décisionnel statutaire de l'organisation. Les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres se rencontreront tous les 5 ans pour fixer le cap politique et stratégique de l'organisation. Ainsi, la politique régionale sera élevée au plus haut niveau des Etats.

Les missions de la Coi se sont élargies avec le temps pour répondre aux besoins des Etats membres. Le nouveau texte confirme l'importance de l'action régionale dans les champs d'intervention identifiés en 1984 (environnement, pêches, justice, culture) tout en créant de nouveaux secteurs comme la santé publique, la sécurité maritime ou encore la connectivité.

Au niveau du fonctionnement, la fonction de Secrétaire général adjoint est créée afin de renforcer l'administration. Le mandat du Secrétaire général passe de 4 ans à 5 ans non-renouvelable. On a noté aussi l'inscription de rencontres ministérielles thématiques et sectorielles à l'occasion des Conférences ministérielles thématiques et de ce dans le but de mieux mobiliser les autorités nationales sectorielles pour répondre aux enjeux communs (santé, agriculture...). Il y a aussi la création d'un statut d'observateur auprès de la Coi avec des critères et modalités précisés.

BRÈVE

COI : L'INDE OBTIENT LE STATUT D'OBSERVATEUR

Le dernier conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI) a admis de nouveaux membres, à titre d'observateur, en son sein. Le Japon, les Nations unies et l'Inde ont ainsi accédé à ce statut. À savoir que la Chine, l'Union européenne, l'Organisation internationale de la francophonie et l'Ordre souverain de Malte font déjà partie de cette liste.

Plusieurs articles en Inde font état du nouveau rôle de la Grande péninsule au niveau de la COI. Surtout l'aspect géopolitique, avec une expansion de son influence dans l'ouest de l'océan Indien. D'autres médias parlent de la synergie dans plusieurs secteurs, dont la défense en mer. Pour rappel, l'Inde fait déjà partie de l'Indian Ocean Rim.

Commission de l'océan Indien – Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est rendu aux Seychelles du 6 au 9 mars 2020 pour représenter la France au Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI), qui regroupe cinq États membres : l'Union des Comores, la France au titre de La Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles.



Ce déplacement a permis d'illustrer notre engagement au sein de la COI tout en confortant l'importance pour la France de sa relation de voisinage dans l'océan Indien, comme l'a rappelé le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, lors de sa récente visite à Maurice, à Madagascar et au Mozambique. Le Conseil des ministres de la COI adoptera formellement l'accord de Victoria révisé, qui remplace l'accord général de coopération entre les États membres de la Commission de l'océan Indien du 10 janvier 1984 ainsi que le protocole additionnel de 1989. Ce texte réaffirme l'identité d'organisation régionale de proximité de la COI, rappelle le rôle unificateur de la langue française et fixe les critères d'accession au statut d'observateur.

Lors de ce déplacement, M. Jean-Baptiste Lemoyne a été reçu par M. Danny Faure, Président de la République des Seychelles ; il s'est entretenu avec M. Vincent Mériton, vice-président titulaire des affaires étrangères et M. Didier Dogley, ministre du tourisme, de l'aviation civile, des ports et de la marine. Le secrétaire d'État a souligné la valeur de nos proximités géographique et stratégique dans le contexte régional du Sud-ouest de l'océan Indien, en matière de sécurité maritime, de lutte contre le changement climatique et du développement de l'économie bleue, y compris dans une perspective indopacifique.

M. Jean-Baptiste Lemoyne a par ailleurs visité les infrastructures du port de Victoria, dont la rénovation est accompagnée par l'Agence française de développement, afin de promouvoir l'expertise française en matière de gestion portuaire. Dans un archipel où 30 % du PIB

repose sur le tourisme, le secrétaire d'État s'est entretenu avec les professionnels français du secteur qui offre des opportunités d'investissement.

Plus d'information sur le conseil des ministres :

- <http://www.nation.sc/articles/3747/les-seychelles-accueillent-ce-vendredi-le-34me-conseil-des-ministres-de-la-coi>
- <https://www.habarizacomores.com/2020/03/velayoudom-marimoutou-nouveau.html>
- https://www.zinfos974.com/Secretariat-general-de-la-COI-Le-recteur-Velayoudom-Marimoutou-est-un-gros-menteur_a150474.html
- <http://www.seychellesnewsagency.com/articles/12547/Seychelles+hands+over+presidency+of+the+Indian+Ocean+Commission>
- <https://www.lemauricien.com/article/realpolitik-ocean-indien-linde-le-japon-et-lonu-statut-dobservateur-a-la-coi/>
- <https://www.drom-com.fr/articles/cooperation-regionale-la-commission-de-locean-indien-penche-sur-son-avenir-institutionnel-en-presence-de-jean-baptiste-lemoyne-3805.htm>
- <https://www.youtube.com/watch?v=g14GqSWeY1c>
- <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/country-files/seychelles/news/article/indian-ocean-commission-visit-by-jean-baptiste-lemoyne-6-9-mar-2020>
- https://www.youtube.com/watch?v=BGKf3oph_2k
- <https://economictimes.indiatimes.com/news/defence/india-joins-indian-ocean-commission-as-observer-bolstering-indo-pacific-vision/articleshow/74518307.cms>
- <https://www.fresherslive.com/current-affairs/articles/india-approved-as-observer-of-indian-ocean-commission-24849>
- <https://www.insightsonindia.com/2020/03/07/indian-ocean-commission/>
- <https://vajiramias.com/current-affairs/indian-ocean-commission/5e64605e1d5def6b67b2e8b4/>
- <https://currentaffairs.gktoday.in/india-joins-indian-ocean-commission-as-the-fifth-observer-032020325399.html>
- <https://affairscloud.com/india-joins-indian-ocean-commission-ioc-as-its-5th-observer-to-boost-indo-pacific-vision/>
- <https://www.jatinverma.org/india-joins-indian-ocean-commission-as-observer-summary>
- <https://www.newsmada.com/2020/03/02/la-politique-en-bref-435/>
- <https://www.habarizacomores.com/2020/03/les-comores-sapprete-prendre-la.html>
- <https://www.drom-com.fr/articles/cooperation-regionale-le-recteur-de-la-reunion-velayoudom-marimoutou-prochain-secretaire-general-de-la-coi-3881.htm>
- <https://www.agencemalagasydepresse.com/politique/conseil-des-ministres-de-la-coi-antananarivo-accueille-le-sommet-des-chefs-detat-en-juin/>
- <https://www.travel-iles.com/a-la-une/ocean-indien-une-nouvelle-impulsion-donnee-coi/>

- <https://www.clicanoo.re/Societe/Article/2020/03/09/Velayoudom-Marimoutou-va-quitter-le-rectorat-pour-la-Commission-de>
- <https://mbcradio.tv/article/signature-d%E2%80%99une-%E2%80%98d%C3%A9claration-d%E2%80%99intention%E2%80%99-entre-lird-et-le-gm>
- <https://mbcradio.tv/article/coi-le-japon-et-linde-nomm%C3%A9s-nouveaux-membres-observateurs>
- <https://economictimes.indiatimes.com/news/defence/india-joins-indian-ocean-commission-as-observer-bolstering-indo-pacific-vision/articleshow/74518307.cms>
- <https://glibsquick.com/other/india-joins-in-indian-ocean-commission-with-this-status>
- https://www.panapress.com/EU-takes-aid-to-indian-Ocean-ent-a_630631263-lang2.html
- <https://www.newsmada.com/2020/03/07/integration-regionale-la-coi-se-penche-sur-son-avenir/>
- <https://www.habarizacomores.com/2020/03/velayoudom-marimoutou-nouveau.html>
- <https://www.newdelhitimes.com/india-gets-observer-status-in-indian-ocean-commission/>
- <https://lejournel.mu/2020/03/07/coi-le-japon-et-linde-nommes-nouveaux-membres-observateurs/>
- <https://currentaffairs.gktoday.in/india-joins-indian-ocean-commission-as-the-fifth-observer-032020325399.html>
- <https://newsdig.in/news/296960071/India-admitted-as-fifth-observer-to-Indian-Ocean-Commission>
- <https://www.youtube.com/watch?v=MM84GEjZeo4>
- <http://factly.forumias.com/india-joins-indian-ocean-commission-as-observer/>
- <https://jhanddu.com/gktoday/india-joins-indian-ocean-commission-as-onlooker-reinforcing-indo-pacific-vision.html>
- <https://www.pressreader.com/india/the-hindu/20200307/282003264479126>
- <http://www.africain.info/news=4363573>
- <https://www.defenceaviationpost.com/2020/03/india-joins-indian-ocean-commission-as-observer-bolstering-indo-pacific-vision/>